

# JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

# 2017

1 – 4 mai  
Jakarta, Indonésie

**Des esprits critiques pour des temps critiques :**  
Le rôle des médias dans la promotion des  
sociétés pacifiques, justes et inclusives.

## NOTE CONCEPTUELLE



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

# NOTE CONCEPTUELLE

**A**près les baisses d'audience parmi les médias traditionnels, la diminution des profits et les allégations d'une déconnexion croissante entre les médias et leur public, la prolifération des fausses informations et faux reportages est le défi le plus récent auquel fait face le secteur des médias, tel qu'en a témoigné la couverture de plusieurs grands événements politiques en 2016. Comme l'a récemment fait observé John Lloyd, journaliste au Financial Times, « le déclin des versions imprimées des journaux et leur passage au numérique les met à genoux face aux vastes flux d'information, de fantaisie, de fuites, de théories de conspiration, d'expressions de bienveillance et de haine ». <sup>1</sup>

Cependant, chaque défi comporte les semences d'opportunités nouvelles. Jim Rutenberg, du New York Times a suggéré que la prolifération de fausses informations en 2016 donnera peut-être plus de valeur aux nouvelles véridiques, en concluant: "Si oui, ce sera le grand journalisme qui sauvera le journalisme", <sup>2</sup> Un journalisme original, critique et bien documenté est peut-être aujourd'hui plus que jamais nécessaire.

Un tel journalisme ne peut prospérer que dans un environnement propice au développement de médias libres, indépendants et pluralistes. Lorsque ces conditions sont respectées, les médias ont un potentiel extraordinaire pour promouvoir des sociétés pacifiques, justes et inclusives. Le journaliste sri-lankais Lasantha Wickrematunge, qui a été assassiné en 2009, a décrit les médias libres comme « un miroir dans lequel le public peut se voir sans mascara ni gel coiffant », ajoutant: "À travers [eux], vous découvrez l'état de votre nation, et surtout sa gestion par les gens que vous avez élus pour donner à vos enfants un avenir meilleur". <sup>3</sup>

La contribution des médias à la bonne gouvernance et au développement a été reconnue dans l'Agenda 2030 pour le Développement Durable, adopté par les 193 États membres des Nations Unies en septembre 2015. Alors que les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui ont guidé les actions menées par la communauté internationale pour le développement entre 2000 et 2015 ne faisaient aucune référence explicite au rôle des médias, les Objectifs de Développement

---

[1] « Seuls les réseaux sociaux ont compris l'histoire de Donald Trump », Financial Times, 10 novembre 2016: <https://www.ft.com/content/827b2548-a6a6-11e6-8898-79a99e2a4de6>

[2] « Le nouveau défi des médias: surmonter la menace des fausses informations », New York Times, 6 novembre 2016: <http://www.nytimes.com/2016/11/07/business/media/medias-next-challenge-overcoming-the-threat-of-fake-news.html>

[3] « Enfin ils sont venus me chercher », the Sunday Leader, 11 janvier 2009: <http://www.thesundayleader.lk/20090111/editorial.htm>

Durable (ODD) reconnaissent l'importance de l'accès du public à l'information et aux libertés fondamentales, y compris la liberté d'expression. Ceci est compris dans l'ODD 16 (Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes.). Cette reconnaissance est d'une grande importance puisque les ODD orienteront les actions des différents pays dans les 15 années à venir, pour relever les défis les plus urgents des sociétés, allant de la fin de la pauvreté et de la lutte contre les inégalités au combat contre le changement climatique.

Toutefois, comme nous le rappelle Faith Pansy Tlakula, rapporteur spécial sur la liberté d'expression et l'accès à l'information de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples: «Il faut un engagement ferme pour que la liberté d'expression et l'accès à l'information deviennent réalité, quelques mots sur du papier ne suffisent pas. »<sup>4</sup> Pour l'UNESCO, la mise en œuvre effective des ODD dépendra de la construction de sociétés de la connaissance inclusives, pouvant avoir des effets durables et positifs sur l'ensemble des ODD, favorisant l'accès à l'éducation, la prospérité économique, l'inclusion sociale, la protection de l'environnement et la paix. Le rôle du journalisme libre, pluraliste et indépendant est essentiel à cet égard.

Dans ce contexte, la Journée mondiale de la liberté de la presse 2017 s'interrogera sur les raisons pour lesquelles il est essentiel de renforcer un journalisme libre et de qualité afin de permettre aux médias de contribuer efficacement à la réalisation de l'ODD 16. Plus précisément, les interdépendances entre liberté d'expression, primauté du droit, paix et inclusion seront explorées.

“

*La Journée mondiale de la liberté de la presse 2017 s'interrogera sur les raisons pour lesquelles il est essentiel de renforcer un journalisme libre et de qualité afin de permettre aux médias de contribuer efficacement à la réalisation de l'ODD 16.*

”

---

[4] « Des résolutions à la réalisation », 25eme anniversaire de la déclaration de Windhoek, 11 avril 2016: <http://whk25.misa.org/resolutions-to-reality/>

L'État de droit fait partie intégrante de toute société démocratique et inclusive. Il protège les libertés fondamentales et s'applique universellement à chaque individu et entité. C'est le processus par lequel tous les acteurs de la société peuvent être tenus responsables de leurs actions. La faiblesse des institutions, la fragilité du système judiciaire et le manque d'accès à la justice entravent grandement le développement durable. Sans un environnement juridique et réglementaire efficace, le public perd confiance dans le processus démocratique et n'investit plus dans son avenir durable. C'est dans cette optique que l'Agenda 2030 pour le développement durable inclut l'ODD 16.3, qui promeut « l'État de droit aux niveaux national et international et [...] l'égalité d'accès à la justice pour tous ». <sup>5</sup>

Les médias ne peuvent assurer l'application et le respect de l'État de droit que lorsqu'ils sont libres, indépendants et pluralistes. Le journalisme d'investigation a un rôle crucial à jouer à cet égard, en dévoilant la corruption politique et économique, ou autres méfaits. Cependant, seul un cadre légal garantissant la liberté d'expression et la liberté d'information permet à un tel type de médias d'émerger. Des médias libres et un système judiciaire indépendant et efficace ont la capacité de se renforcer mutuellement et sont des piliers de la démocratie. Cette interconnexion, ainsi que des acteurs journalistiques respectueux des normes éthiques et professionnelles, constituent l'infrastructure fondamentale sur laquelle la liberté d'expression et ses corollaires peuvent se développer.

Les journalistes ne sont pas seulement les principaux utilisateurs de la liberté d'expression, mais ils sont également des symboles de la mesure dans laquelle une société tolère et/ou promeut cette liberté. Les journalistes travaillent-ils dans un environnement juridique qui leur permet de pratiquer leur métier de manière indépendante et de couvrir même des sujets sensibles? Les journalistes sont-ils pris pour cible pour avoir exercé leur profession? Quels sont les mécanismes de protection des journalistes? Dans quelle mesure les agressions et les violations commises contre les journalistes font-elles l'objet d'enquêtes? L'état actuel de la sécurité des journalistes dans le monde est décourageant: selon le rapport 2016 de la Directrice générale de l'UNESCO sur la sécurité des journalistes et le danger d'impunité, au cours de la dernière décennie, 827 journalistes et travailleurs des

---

[5] Pour la description complète de l'Objectif 16 du développement durable et des cibles, voir: <http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

médias ont été tués. Ce qui est encore plus alarmant, c'est de constater que seulement 8% de ces cas ont été résolus. <sup>6</sup>

L'impunité pour les crimes commis contre les journalistes et les professionnels des médias est un obstacle majeur à la sécurité des journalistes et à la liberté d'expression dans son ensemble. L'absence de procédures légales affecte tous les membres de la société, car elle perpétue un cycle de violence et crée un effet dissuasif à travers l'autocensure. Les voix critiques qui s'expriment sur les questions d'intérêt public sont réduites au silence, et le débat éclairé est étouffé.

“

*Les médias ne peuvent assurer l'application et le respect de l'État de droit que lorsqu'ils sont libres, indépendants et pluralistes.*

”

Soutenu par l'UNESCO depuis 2012, le Plan d'action de l'ONU sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité sert de plate-forme holistique multipartite sur laquelle ces questions complexes sont abordées. Des progrès importants ont été réalisés sur le front normatif mondial: la volonté politique d'appuyer la protection des journalistes - et d'assurer l'accès du public à l'information - s'est renforcée à tous les niveaux, notamment dans les enceintes internationales et régionales, comme en témoigne la multitude de résolutions adoptées à ce sujet ces dernières années. La sécurité numérique pour les journalistes, le cryptage et la protection des sources confidentielles à l'ère digitale sont devenues des questions de premier plan, y compris dans les écoles de journalisme. Un autre exemple de l'attention accrue accordée à la sécurité des journalistes par la communauté internationale est l'inclusion dans l'Agenda 2030 pour le développement durable d'un indicateur examinant les cas d'attaques et d'atteintes aux journalistes et aux personnes travaillant dans les médias (ainsi qu'aux défenseurs des droits de l'homme et aux syndicalistes) afin d'évaluer les progrès vers l'ODD 16.10, qui vise à «assurer l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux». <sup>7</sup>

Le droit à la liberté d'expression agit à la fois comme surveillant et bénéficiaire du respect de l'État de droit et de son corollaire, l'accès à la justice pour tous. Le taux inacceptable d'impunité dans les cas de crimes contre les journalistes appelle à une coopération plus étroite avec les acteurs juridiques, en particulier au niveau national. Les normes internationales et politiques établies par les organismes intergouvernementaux agissent comme boussole pouvant guider le

---

[6] Consulter le Rapport 2016 de la Directrice Générale de l'UNESCO sur la sécurité des journalistes et le danger d'impunité, ainsi que ces points saillants ici

[7] Ibid.

développement de législations nationales. Une tendance nouvelle se dessine, à savoir la mise en place de mécanismes nationaux de protection, de prévention et de surveillance pour prévenir les attaques contre les journalistes et lutter contre l'impunité.

Il faut renforcer les systèmes judiciaires à travers le monde en mettant l'accent sur la protection de la liberté d'expression et sur la sécurité des journalistes. L'appel pour une justice universelle inclus dans l'Agenda 2030 est significatif pour tous les éléments de l'approche des trois « P » visant à assurer un environnement médiatique sécurisé, à savoir la Prévention de la violence contre les médias; la Protection des journalistes en danger; et la Poursuite des auteurs de crimes commis contre des professionnels des médias. Ce n'est que lorsque la primauté du droit sera respectée et que la justice pour tous sera garantie que de nouveaux progrès pourront être réalisés, vers un avenir meilleur et durable pour tous.

## Points de réflexion :

- Comment assurer la protection des libertés fondamentales lorsque l'État de droit n'est pas respecté ?
- Quels sont les obstacles à la protection des libertés fondamentales dans les sociétés, et à la justice pour tous ?
- Comment encourager des mécanismes nationaux visant spécifiquement la sécurité des journalistes ?
- Comment renforcer la coopération entre les gouvernements, les organisations de la société civile, le pouvoir judiciaire et les organisations de médias pour faire face à la question de la sécurité des journalistes et en particulier au problème de l'impunité ?
- Quel renforcement des capacités en matière de liberté d'expression est nécessaire pour le pouvoir judiciaire ?
- Comment garantir que les mesures adoptées sont effectivement mises en œuvre ?

**D**ans le but de réduire de façon significative toutes formes de violence, les Objectifs de développement durable (ODD) engagent les gouvernements et les communautés dans la recherche de solutions durables aux conflits et à l'insécurité. La paix, la stabilité, le respect des droits de l'homme et la gouvernance effective et transparente basée sur l'État de droit sont tous des catalyseurs importants du développement durable. Les conflits armés, la violence et l'insécurité compromettent gravement les efforts menés par plusieurs pays pour accomplir leurs objectifs de développement concernant la pauvreté, la santé et l'éducation. Dans les zones de conflits, il est difficile de poser les bases d'une paix et d'un développement économique durables.

Le maintien de la paix et de la sécurité internationale était au cœur de la création des Nations Unis en 1945, suite aux dévastations de la Seconde Guerre mondiale. De même, la mission de l'UNESCO, tel qu'elle est citée dans son acte constitutif, est de « contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous.»<sup>8</sup>

Selon la Banque Mondiale, deux milliards de personnes habitent actuellement des pays où le développement est entravé par la fragilité politique, les conflits, ou la violence.<sup>9</sup> Les conséquences de la guerre s'étendent bien au-delà des victimes directes tuées au combat. Il est estimé que, suite aux conflits et à la persécution, 60 millions de personnes ont fui leurs domiciles en tant que réfugiés (19.5 millions), déplacés internes (38.2 millions), ou demandeurs d'asile.<sup>10</sup> Les conflits armés mènent également à la destruction des infrastructures, la perturbation de l'activité économique du pays, des problèmes dans la distribution des denrées alimentaires et des ressources diverses, l'affaiblissement des institutions sociales, politiques, et économiques, et l'incertitude.

Les médias jouent souvent un rôle central dans les conflits et les situations de crises. Un journalisme indépendant, objectif et neutre peut contribuer à désamorcer les tensions, à promouvoir le dialogue et à contenir les conflits. Inversement, une

---

[8] L'acte constitutif de l'Unesco est disponible dans son intégralité ici

[9] <http://www.banquemondiales.org/fr/topic/fragilityconflictviolence/overview>

[10] Banque Mondiale : <http://www.worldbank.org/en/topic/fragilityconflictviolence/brief/forced-displacement>. Cette estimation a été publiée en Décembre 2015.

presse partielle et trompeuse peut exacerber la violence. Quand elle est utilisée, à tort, à des fins de propagande, la presse peut inciter à la haine et diffuser des rumeurs.

Cela démontre l'importance de la promotion de normes éthiques et professionnelles en journalisme, en particulier dans des situations de conflits. L'UNESCO promeut depuis plusieurs années un journalisme sensible aux conflits, qui exige des compétences d'analyse plus profondes pour identifier les causes d'un problème, dévoiler les mythes qui pourraient l'alimenter, effacer les perceptions erronées des groupes en litige, expliquer leurs préoccupations légitimes respectives, et promouvoir une compréhension mutuelle qui pourrait favoriser la réconciliation.

Par ailleurs, lors des conflits et des situations de crise, les risques auxquels font face les journalistes sont considérablement multipliés. Certains se trouvent pris sous le feu croisé des belligérants, et d'autres sont délibérément ciblés. Au cours de la dernière décennie, l'UNESCO a condamné les meurtres de 827 journalistes. Près de 60% des journalistes tués en 2014-2015 sont morts dans des zones de conflits armés. Remédier aux risques auxquels sont confrontés les journalistes est l'un des objectifs du Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, adopté en 2012.<sup>11</sup> Cela est important pour protéger aussi bien les journalistes que l'accès aux informations fiables et vitales qu'ils assurent à la société, en temps de crises et de conflits.

Parallèlement aux guerres, la montée de l'extrémisme violent catalysé par des groupes terroristes et extrémistes tel que Daesh, Al-Qaida, et Boko Haram constitue une grave menace pour la paix et la sécurité, les droits de l'homme, et la justice. Ces groupes ont utilisé les médias sociaux comme un outil pour diffuser des messages d'intolérance religieux, culturels ou sociaux, d'une manière globale et instantanée.

L'ère numérique a facilité l'accès à l'information, la création et le partage de connaissances, favorisant ainsi les échanges et le dialogue interculturel. Cependant, la montée de discours haineux en ligne démontre que la technologie numérique a également engendré un certain nombre de défis.<sup>12</sup> L'un d'eux est l'établissement d'un juste équilibre entre la liberté d'expression en ligne et le respect de l'égalité et la dignité humaine. Afin d'atteindre cet équilibre, il est nécessaire de prendre en compte les caractéristiques distinctives du discours virtuel, telles que la

---

[11] Coordonné par l'UNESCO, le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité est le premier effort commun entre toutes les parties prenantes visant à créer un environnement libre, sûr et adapté pour les médias dans le monde.

[12] La prolifération des discours haineux en ligne a été soulignée dans l'édition 2015 du rapport du Rapporteur spécial des Nations Unies sur les questions relatives aux minorités à l'Assemblée générale de l'ONU: <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session28/Pages/ListReports.aspx>



permanence numérique, l'itinérance, l'anonymat, et la communication transfrontalière qui dépassent la juridiction légale des pays concernées.

La lutte contre le discours haineux et l'extrémisme violent en ligne exige plus que de simples mesures répressives telles que l'interdiction ou le blocage de contenu; elle requiert une approche holistique, qui traite des causes profondes de la tension et de la division au sein des sociétés. Les médias ont un rôle central à jouer à cet égard, comme l'indique le plan d'action de Rabat relatif à l'interdiction de l'apologie de la haine

nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence.<sup>13</sup> En effet, les médias offrent une plateforme accessible à une multitude de voix et de perspectives, ce qui peut renforcer la tolérance, le dialogue et l'esprit critique. Par leurs récits, ils peuvent également contrer les idées promues dans les discours d'extrémisme violent. Toute stratégie visant à contrer l'extrémisme violent se doit également d'aborder la question des attaques et harcèlements sexistes en ligne, dont les journalistes, politiciennes et personnalités de sexe féminin sont souvent victimes.

Enfin, la lutte contre les discours extrémistes va de pair avec le renforcement des capacités des utilisateurs. Ceux-ci devraient être équipés avec les compétences nécessaires pour naviguer sur la toile, et interpréter, rejeter et réagir aux messages qui incitent à la haine. L'initiation aux médias et à l'information dans la société devrait donc être un objectif clé pour tous les États, dans le cadre de leurs efforts pour atteindre l'Agenda 2030 pour le développement durable.

“

*Les médias jouent souvent un rôle central dans les conflits et les situations de crises.*

”

## Points de réflexion :

- Comment catalyser le potentiel des médias pour concrétiser une culture de la paix ?
- Comment empêcher les médias de jouer le rôle inverse (c.à.d. d'attiser les tensions) ?

---

[13] Le plan d'action de Rabat relatif à l'interdiction de l'apologie de la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence a été adopté en octobre 2012 par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et donne des recommandations aux États en matière de législation, de jurisprudence et de politiques afin de parvenir à un environnement libre et ouvert qui favorise l'inclusion et respect la diversité.

- Dans un contexte de mesures antiterroristes, comment peut-on assurer des réponses justes et proportionnelles de la part des gouvernements ?
- Quelle est la combinaison appropriée de mesures juridiques et non-juridiques à appliquer dans la lutte contre le discours haineux en ligne ?
- Comment l'éducation aux médias et à l'information permet-elle aux utilisateurs de comprendre et d'exercer la liberté d'expression, à la fois en ligne et hors ligne ?

## 3 LIBERTÉ D'EXPRESSION ET LIBERTÉ D'INFORMATION POUR DES SOCIÉTÉS PLUS INCLUSIVES

**A**vec la montée des technologies numériques, la circulation de l'information a augmenté de façon considérable. À mesure que le monde avance dans le 21<sup>ème</sup> siècle, sa dépendance vis-à-vis des TIC a permis une plus grande participation du public dans les médias. Les débats publics alimentés par les applications de partage en ligne et la distribution d'information via les médias sociaux ne sont que quelques exemples parmi tant d'autres d'une recherche, d'une réception et d'une transmission d'informations renforcées.

La participation du public dans les médias, rendue possible par la technologie numérique, a permis la démocratisation du discours médiatique et le dialogue interculturel. De par leur portée mondiale, les TIC favorisent l'intégration et donnent une voix à toute personne ayant une connexion internet fonctionnelle. Cependant, la demande croissante pour plus d'informations a mis à nu le rôle des prestataires intermédiaires de l'Internet, le compromis de la confidentialité des sources, les risques en termes de sécurité numérique auxquels sont confrontés les journalistes, et la montée du discours de haine en ligne mentionné précédemment. Il est de plus en plus nécessaire de rechercher un équilibre approprié entre, d'un côté, le

droit à l'information et la valeur de la transparence, et de l'autre, le droit de transmettre l'information et le droit à la protection des renseignements personnels.

En outre, des efforts supplémentaires sont indispensables pour surmonter les inégalités dans l'accès à l'information, en ligne et hors ligne, et pour assurer une intégration des populations marginalisées dans la progression vers des sociétés de la connaissance. L'écart important en termes d'accès à l'information entre et au sein des pays, ainsi qu'entre les hommes et les femmes, démontre que l'ère de l'information, bien qu'ayant dûment fourni les outils nécessaires, n'a pas pour autant concrétisé l'idée d'un monde entièrement connecté. Afin d'assurer une application universelle de la liberté d'expression et d'atteindre les objectifs du développement durable, l'information doit être accessible à tous sans restrictions. L'analphabétisme numérique est un obstacle qui doit être surmonté afin d'accomplir un progrès significatif.

L'Agenda 2030 pour le développement durable vise entre autres à « assurer une prise de décision réactive, inclusive, participative et représentative à tous les niveaux ». <sup>14</sup> Seule une société bien informée et inclusive peut prendre son destin en main, participer au fonctionnement démocratique de ses institutions et œuvrer en faveur d'une paix durable et d'un avenir meilleur.

La liberté d'information, qui permet le renforcement du pouvoir des citoyens, est un pilier de la démocratie participative. Elle est essentielle à la promotion d'institutions efficaces et responsables qui soutiennent l'État de droit. Elle permet également aux citoyens de demander des comptes aux institutions publiques. Une meilleure circulation des informations peut améliorer l'efficacité et la réactivité des institutions tout en renforçant la confiance des citoyens en ceux qui les gouvernent.

Afin d'assurer l'inclusion, il est nécessaire de renforcer les capacités de ceux qui sont habituellement marginalisés ou exclus de la participation et du façonnement du discours public. Les progrès vers la réalisation des ODD ne seront accomplis qu'après la garantie d'une égalité des chances indépendamment de l'âge, du sexe, de la race, de l'origine ethnique, de l'orientation sexuelle, des handicaps, de la culture, de la langue ou de la situation économique ou sociale. Les moyens

“

*Les médias sont des acteurs importants dans la promotion de sociétés inclusives. Il est donc nécessaire d'encourager leur potentiel à promouvoir le dialogue, à refléter la diversité d'opinions et de perspectives d'une société et à aller à l'encontre des stéréotypes et des représentations erronées.*

”

---

[14] ODD 16.7: Assurer une prise de décision adaptable, inclusive, participative et représentative à tous les niveaux

nécessaires doivent être donnés à tout le monde de participer pleinement à tous les aspects de la vie en société. Les médias sont des acteurs importants dans la promotion de sociétés inclusives. Il est donc nécessaire d'encourager leur potentiel à promouvoir le dialogue, à refléter la diversité d'opinions et de perspectives d'une société et à aller à l'encontre des stéréotypes et des représentations erronées. La promotion du pluralisme et de l'égalité des genres dans les médias est indispensable à cet égard. Les femmes continuent d'être sous- ou mal représentées dans les médias de nombreux pays, que ce soit en termes de leur présence dans les organes de presse ou de leur représentation dans le contenu médiatique. Les jeunes, les minorités ethniques et linguistiques, les personnes en situation de handicap, et les groupes les plus vulnérables doivent avoir plus d'opportunités de participation dans les médias.

L'amélioration de l'accès des citoyens à l'information a parfois été accompagnée par des tentatives de freiner et d'empiéter sur le droit du public à s'exprimer librement. Partout dans le monde, des journalistes et des bloggeurs font continuellement face à une multitude de défis, et ont parfois payé de leur vie le fait d'apporter l'information au public.<sup>15</sup> Les libertés d'expression et d'accès à l'information sont essentielles au bon fonctionnement de la démocratie et encouragent le développement durable. La communication et l'information sont les moteurs du changement positif et les journalistes sont l'incarnation vivante de ces libertés.

Le concept de l'universalité de l'internet, prôné par l'UNESCO, propose quatre principes pour un internet inclusif pouvant contribuer au développement de sociétés de la connaissance comme fondement pour un développement durable. Aujourd'hui, l'internet fait partie intégrante de nos vies. Il est donc de plus en plus important que la gouvernance de l'Internet soit guidée par les principes des droits de l'homme, par l'ouverture et l'accessibilité à tous et nourrie par la participation de multiples acteurs.

L'Agenda 2030 pour le développement durable envisage de mettre un terme à la pauvreté, protéger la planète, et assurer la prospérité pour tous. C'est un programme d'action universel et d'importance primordiale pour chacun et chacune de nous. Seule une société inclusive, encouragée par des médias indépendants et pluralistes, et par un environnement médiatique sûr où la circulation libre de l'information est favorisée, assure les conditions propices à l'accomplissement d'un avenir meilleur.

---

[15] Rapport de la Directrice générale de l'UNESCO sur la sécurité des journalistes et le danger d'impunité <http://fr.unesco.org/dg-report>

## Points de réflexion :

- Comment peut-on inclure de manière significative le public dans les efforts pour accomplir l'Agenda 2030 pour le développement durable ?
- Quelles stratégies inclusives peuvent être développées pour assurer que les droits de chercher et de recevoir l'information soient renforcés et utilisés par les médias et par tous les membres de la société ?
- Quel rôle doivent jouer les institutions efficaces, responsables, et inclusives, dans la réalisation des objectifs de développement durable ?
- Le renforcement des capacités institutionnelles est nécessaire pour sauvegarder toutes les libertés fondamentales. Quels sont les points de départ et comment consolider ces renforcements de capacités ?

# CONCLUSION

**A** lors que le monde entame un nouveau chemin vers le développement durable, l'édition 2017 de la Journée mondiale de la liberté de la presse (JMLP) offre une occasion unique de souligner le rôle central de la liberté d'expression et du droit à l'information dans la réalisation des ODD. Ces libertés fondamentales doivent être considérées à la fois comme moyens et comme buts du développement durable.

La JMLP devrait servir de plateforme pour nous rappeler l'importance de préserver un journalisme solide et de qualité à l'heure où il est confronté à des défis croissants. Elle devrait aussi être l'occasion d'inviter tous les États membres à intégrer dans leurs politiques des médias libres, indépendants et pluralistes, ainsi que d'encourager l'accès universel à l'information, afin d'atteindre l'Agenda 2030 pour le développement durable.



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Journée mondiale  
de la liberté de  
la presse